

concertation relativement à grave problème qui devient certainement la priorité de ce gouvernement, et que les gouvernements, les employeurs, les syndicats devraient premièrement être sensibilisés au problème et agir de concert afin de ne pas avoir une génération qui sera aux prises avec désespoir et qui finalement ne pourra pas participer pleinement à l'ensemble de la société.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'AMÉRIQUE CENTRALE—DEMANDE DE DÉBAT SUR LE RÔLE DU CANADA

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Madame le Président, le ministre d'État chargé des Relations extérieures (M. Pepin) aurait déclaré à New York, d'après certains comptes rendus, que le Canada a entamé des pourparlers avec Cuba, le Nicaragua et le Guatemala, sans mentionner cependant le Salvador, le Honduras et le Costa Rica, en vue d'envoyer éventuellement des équipes d'observateurs canadiens pour surveiller la trêve que le groupe Contadora voudrait conclure en vue de rétablir la paix et la stabilité en Amérique centrale.

Maintenant que le secrétaire d'État chargé des Affaires extérieures (M. MacEachen) est revenu parmi nous pour la période des questions, nous tenons à lui faire savoir que si ces rumeurs s'avèrent, nous nous attendons à ce que le gouvernement réserve une partie de son temps à l'étude de la question et nous permette d'en discuter à fond et de signifier notre accord, ou notre désapprobation le cas échéant, avant qu'on ne prenne une décision qui engagerait les Canadiens, militaires ou civils, dans pareille entreprise. Lorsqu'il fera sa déclaration, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures devrait nous expliquer quelles raisons ont amené le gouvernement à formuler cette proposition et les modalités d'application de celle-ci, et nous dire quelle sera la durée de la période de séjour des observateurs canadiens.

Nos concitoyens ne veulent plus que ces équipes d'observateurs envoyées sur place lors de périodes de trêve restent plus ou moins indéfiniment dans ces pays, comme cela s'est produit bien trop souvent en pareil cas. Le Canada ne tient pas à être entraîné dans les conflits à résoudre. Il importe également que les Canadiens sachent pourquoi leur gouvernement n'a pas entamé de pourparlers semblables avec les porte-parole officiels des autorités salvadoriennes, honduriennes et costaricaines, dans les pays desquels il est question d'envoyer des observateurs.

Mme le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Le temps de parole du député est écoulé.

• (1115)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

LES FONDS RÉSERVÉS AUX PROJETS DE TORONTO

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Plus tôt

Questions orales

cette semaine, le ministre politique de Toronto déplorait que, même si le gouvernement avait beaucoup d'argent à affecter à ses divers programmes, les demandes étaient rares. Cet état de choses suppose-t-il que les programmes du gouvernement sont mal conçus ou le gouvernement craint-il que l'argent ne soit pas dépensé avant les prochaines élections?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, j'ai eu l'occasion de discuter de cette question avec le ministre, qui répondrait volontiers à la question si elle lui était adressée.

L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, je comprends comment le député a pu en arriver à cette conclusion en se fondant sur le compte rendu que les journaux ont donné de mes propos. Je traitais à ce moment-là de la subvention qui a été accordée au Ryerson Institute of Technology, que le député approuve, j'espère. Je parlais plus précisément du développement des compétences professionnelles. Il est vrai que, dans ces domaines, nous n'avons pas épuisé les fonds à notre disposition et j'aurais accueilli avec joie un plus grand nombre de demandes comme celle de l'institut Ryerson parce que je suis convaincu que le pays a un besoin urgent de ce genre d'activité.

M. Wilson: Madame le Président, je crois que la situation démontre hors de tout doute qu'on ne peut pas nourrir l'économie de force. Elle montre aussi la futilité de confier à des experts d'Ottawa la conception de programmes idéaux qui, en pratique, ne donnent rien.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE D'ENCOURAGEMENTS FISCAUX

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Le gouvernement envisage-t-il de passer à l'utilisation d'encouragements fiscaux généraux, offerts à tous, ou s'agit-il simplement d'une application de la stratégie politique du parti libéral, qui consiste à essayer d'obtenir le maximum de publicité en présentant un chèque, coupant un ruban ou ayant une photo dans les journaux, autant d'éléments clés de la pré-campagne électorale du parti libéral?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, la déclaration du député a de quoi m'étonner. Le projet que je viens de décrire pour le Ryerson Institute of Technology n'a pas été conçu ici, à Ottawa. C'est un projet fort utile qui a été conçu par les gens sur place, à Toronto, avec l'appui de l'industrie ainsi que de l'Institut, et qui permettra la formation dans toute une gamme de domaines, tels que la robotique ou la technologie du laser, une formation qui est indispensable et recherchée sur le marché du travail. J'aurais pensé que le député, représentant Toronto, se serait félicité de ce projet, en disant que c'était exactement le genre d'initiative qui doit recevoir de l'aide, plutôt que de prétendre qu'il s'agit d'un gaspillage de l'argent du contribuable.